

La deuxième raison, autant que je puisse voir, c'est que le seul agresseur possible qui nous menace en ce moment, le seul qui soit en mesure de lancer une attaque d'envergure, c'est l'impérialisme communiste. Se trouve-t-il quelqu'un pour croire que nous pourrions ou devrions nous tenir à l'écart d'une guerre totale déclenchée par la puissance d'agression des communistes, qui, s'ils étaient victorieux, mettraient fin à tout ce qui favorise une existence libre et honnête?

Voilà, monsieur l'Orateur, le sens de ma thèse sur l'inévitabilité d'une étroite collaboration avec les États-Unis pour le maintien de la paix et la défense conjointe en cas d'attaque majeure. Cela veut dire, comme dans le cas de l'ONU et de l'OTAN, que notre droit à la neutralité est restreint par notre volonté de raffermir la sécurité de notre pays et de maintenir la paix.

Cela ne veut pas dire, bien qu'on l'ait prétendu à tort, qu'il suffit que les États-Unis soient engagés dans n'importe quelle guerre pour que nous soyons en guerre.

L'autre jour encore, je lisais, dans un journal canadien, un éditorial où l'on examinait très justement ce que j'ai voulu dire à Toronto l'autre jour. Après avoir lu cet éditorial, j'ai lu, sur le même sujet, une nouvelle coiffée, en gros caractères rouges, de ces mots: "Les guerres des États-Unis sont nos guerres". Rien, dans ce que j'ai dit aujourd'hui ou précédemment, ne peut avoir un tel sens.

Cela ne veut certes pas dire que nous devons participer à des guerres limitées ou périphériques, encore que le danger qu'il y a de les voir s'étendre nous donne le droit et nous impose l'obligation d'exprimer notre inquiétude, non seulement à Washington, mais encore à Londres, ou au sein de l'ONU ou de l'OTAN, en face de situations ou de lignes de conduite qui peuvent mener au conflit. Cela nous impose aussi à tous le devoir impérieux de prévenir les conflits d'ordre local, non seulement parce qu'il s'agit de guerre,—la guerre est la guerre, peu importe qu'elle soit régionale ou générale,—mais encore parce qu'ils peuvent s'étendre jusqu'à couvrir le monde. En pareil cas, il n'y aurait plus de lendemains pour aucun d'entre nous, car une guerre à l'échelle du monde serait une guerre nucléaire.

Reconnaître que nous ne saurions demeurer neutres advenant un conflit important qui mettrait en jeu l'existence même des États-Unis, c'est une opinion qui, bien loin de constituer une abdication de responsabilité en ce qui a trait à notre politique étrangère, donne une portée plus vaste et plus profonde à cette responsabilité. Elle souligne le droit et l'obligation que nous avons de nous intéresser nous-mêmes à la politique d'autrui,

surtout des États-Unis, et de faire part de notre point de vue en la matière, lorsque les questions de paix et de guerre sont en cause. La possession de la plus grande puissance qui existe au monde nous autorise à nous inquiéter spécialement au sujet de la politique que suivent les États-Unis. A cause de cela, les consultations et échanges de vues s'imposent sans cesse et notre obligation de faire en sorte que soit évité tout conflit, important ou non, s'en trouve accrue.

Voilà une des raisons pour lesquelles nous avons été si heureux d'accueillir à Ottawa, ces jours derniers, le secrétaire d'État des États-Unis, afin d'examiner avec lui à fond et en toute franchise, la ligne de conduite de son pays et la nôtre au sujet de ces questions. On a prétendu,—je prie le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) de faire attention à ceci,—que, si les Américains savent que, advenant les circonstances dont j'ai parlé, nous sommes d'avis que le Canada et les États-Unis doivent être solidaires, Washington n'écouterait plus guère notre voix, si même il l'écoutait encore. Si on me permet d'employer une expression familière, ils croiront qu'ils nous ont eus. Or, c'est précisément le contraire qui est vrai, comme l'indique la réponse de M. Dulles à une question posée à la conférence de presse qu'il a tenue dans cette ville vendredi dernier. Je voudrais consigner au *Hansard* la question et la réponse. Je cite:

D. M. Pearson a dit que, dans l'éventualité d'une guerre importante, il serait impossible au Canada de rester neutre si les États-Unis y participaient. Selon l'interprétation que certains lui ont donnée, cette assertion signifierait que les États-Unis peuvent maintenant compter sur le Canada en cas de circonstances critiques, et que, par conséquent, vous n'apporterez pas autant d'attention aux protestations contre la politique étrangère des États-Unis qui pourraient vous venir d'Ottawa.

R. Ce n'est décidément pas exact. Nos pays peuvent compter l'un sur l'autre d'abord dans la mesure où chacun se comporte de façon à se gagner l'approbation et l'appui moral de l'autre.

Il poursuit en disant:

Il existe actuellement, pour sûr, des engagements explicites qui ont leur expression dans le traité de l'Atlantique-Nord. Indépendamment de ces obligations, la question de savoir si nous nous appuyons mutuellement dépend du jugement que chaque pays se fait à l'égard de l'autre. Je ne m'attendrais pas à ce que le Canada appuie aveuglément les États-Unis, et je suppose que le peuple canadien ne s'attendrait pas à pouvoir compter sur l'appui des États-Unis s'il s'engageait dans une aventure de nature à lui aliéner l'opinion publique aux États-Unis.

Il est très improbable que ces éventualités se produisent, parce que nous partageons les mêmes aspirations et que nous restons en contact l'un avec l'autre. Une action commune dépend, pour son principal mobile, de ce que notre Déclaration d'indépendance appelle "un respect convenable de l'opinion humaine". Ce rapport assure que chacun de nos deux pays recherchera et respectera les avis de l'autre.